

96.1002

**Einfache Anfrage Epiney
Prohibitive Preise
in den Speisewagen der SBB****Question ordinaire Epiney
Prix prohibitifs
dans les wagons-restaurants des CFF***Texte de la question ordinaire du 4 mars 1996*

Dans les wagons-restaurants, les boissons et la nourriture sont environ 50 pour cent plus chers que dans les établissements publics et avec un service souvent de qualité inférieure.

Or, dans les établissements publics, les gérants doivent s'acquitter de frais beaucoup plus importants, notamment en termes de loyers.

Comment le Conseil fédéral explique-t-il de tels prix?

Envisage-t-il d'exiger des CFF une autre pratique?

Réponse du Conseil fédéral du 24 avril 1996

La restauration dans les trains CFF relève de l'économie de marché, domaine dans lequel nous ne sommes pas habilités à intervenir.

Les exploitants de wagons-restaurants exercent leur activité à leurs risques et périls, sans soutien financier de la part des CFF. Ils choisissent leurs produits et en fixent les prix en toute liberté. La tarification dans les wagons-restaurants est surtout influencée par les frais de personnel et de logistique. Ces derniers sont en tout cas supérieurs à ceux des établissements publics ordinaires (moins de place, environnement en perpétuel mouvement, problèmes d'approvisionnement, contraintes de l'horaire, etc.). Enfin, une comparaison avec les établissements publics n'est pas très significative, car ceux-ci connaissent de très grandes différences de prix et de qualité.

96.1003

**Einfache Anfrage Epiney
Lokalisierungssystem GPS****Question ordinaire Epiney
Système de localisation GPS***Texte de la question ordinaire du 4 mars 1996*

Grâce à des satellites américains, il est possible de situer un point à n'importe quel endroit du globe.

Télécom, en collaboration avec l'Office fédéral de la topographie, a encore amélioré la précision du système en la faisant passer de 50 à 100 mètres à une exactitude de 2 à 5 mètres grâce à la pose d'émetteurs.

Alors que le système est utile surtout en montagne, dans des régions à haut degré de risques (alpinisme, aviation, sport, tourisme, etc.), le Conseil fédéral peut-il nous dire, à l'instar de ce qui s'est passé avec les Natel,

a. pourquoi les régions des Grisons, du Tessin et du Valais notamment ne sont pas desservies?

b. à quelle date elles seront dotées de ce système?

c. s'il n'est pas judicieux de desservir en priorité le sud du pays, même si, économiquement et politiquement, il ne représente pas une entité importante aux yeux de certains?

Réponse du Conseil fédéral du 15 mai 1996

Le GPS (Global Positioning System) est un système de navigation et de localisation du Département américain de la défense, comptant au total 25 satellites. Lorsqu'il est utilisé à des fins civiles, sa précision est de plus ou moins 100 mètres.

Un système complémentaire, le DGPS, permet une précision de plus ou moins 5 mètres, des données de correction étant transmises aux récepteurs DGPS par exemple par un réseau d'émetteurs radio. Fourni par l'Office fédéral de la topographie, ce service fait l'objet d'un essai pilote qui durera jusqu'à la fin de 1997, Télécom PTT s'étant contenté d'équiper certains de ses émetteurs OUC pour la diffusion des données. Les cinq émetteurs du Chasseral, de La Dôle, du Niederhorn, du Rigi et du Säntis permettent de desservir près de la moitié du territoire, soit les deux tiers de la population.

Lancé librement sans qu'aucun mandat n'ait été donné, l'essai pilote a pour but de définir les besoins en la matière et d'étudier le marché. Le service pourrait être ouvert à l'exploitation commerciale dès le début de 1998, pour autant que la demande soit suffisante et que sa rentabilité soit assurée.

a. Pour des raisons d'ordre économique, il s'agit de desservir la plus grande partie de la Suisse avec un nombre restreint d'émetteurs, ceux du Niederhorn et du Rigi permettant de couvrir une partie importante de la région alpine. Une extension du système aux cantons des Grisons, du Tessin et du Valais aurait rendu l'opération bien plus onéreuse.

b. Si l'intérêt des utilisateurs le justifie, le système sera étendu à la région alpine probablement à partir de 1998.

c. En l'absence de mandat imposant la couverture de l'ensemble du territoire, l'essai pilote a été conçu selon des critères purement économiques. Il n'était pas dans l'intention des initiateurs du projet de reléguer au second plan la Suisse méridionale. Comme nous l'avons déjà dit, si la demande est assez grande, rien ne s'opposera à l'élargissement de la zone de réception. Il faut rappeler que le système de base GPS peut être reçu dans tout le pays et que sa précision de plus ou moins 100 mètres est généralement suffisante pour les opérations de sauvetage.

96.1005

**Dringliche Einfache Anfrage Ziegler
Kauf des F/A-18. Korruptionsverdacht****Question ordinaire urgente Ziegler
Achat du F/A-18. Soupçon de corruption***Texte de la question ordinaire du 6 mars 1996*

Dans le courant de l'année 1992, lors de l'acquisition des F/A-18, il est apparu le soupçon que des commissions aient été payées ou promises en Suisse et à des Suisses par les fabricants américains du F/A-18 ou par des intermédiaires plus ou moins douteux agissant pour leur compte.

Il semble, qu'un conseiller national en fonction à l'époque ait même fait part de son inquiétude par écrit à M. Villiger, conseiller fédéral. Notre ancien collègue avait en effet reçu des informations et, semble-t-il, une liste manuscrite impliquant des fonctionnaires du DMF. Un échange de correspondance aurait eu lieu entre cet ancien conseiller national et M. Villiger, conseiller fédéral, au cours duquel ce dernier lui aurait assuré qu'aucune irrégularité ne s'était produite.

A la lumière des dernières révélations sur la corruption au DMF, M. Ogi, conseiller fédéral, peut-il nous indiquer si ces faits sont vrais?

Réponse du Conseil fédéral du 27 mars 1996

Il est exact qu'en 1992, M. Poncet, conseiller national, a posé au chef du DMF en fonction à l'époque certaines questions au sujet de versements de commissions en relation avec l'acquisition des avions de combat. Dans sa réponse, le chef du DMF avait relevé que nos contrats excluaient tout paiement de commissions. En outre, une attestation formelle des autorités américaines compétentes et du fabricant avait été requise, mentionnant qu'aucune commission ne devait être promise ni versée dans le cadre du programme des F/A-18 prévu pour la Suisse.

La liste, mentionnée dans ce contexte, et indiquant des personnes de l'administration fédérale qui seraient impliquées dans une telle affaire, a été soumise à la cheffe du Ministère public de la Confédération, le 29 février 1996. Elle n'a été portée à la connaissance du DMF que le 11 mars 1996, à la demande de ce dernier.

Pas davantage qu'en 1992, le DMF ne détient aujourd'hui un indice quelconque susceptible de motiver concrètement un soupçon portant sur des versements illicites. Jusqu'à ce jour, aucun élément nouveau n'est apparu dans cette affaire.

De son côté, le Ministère public de la Confédération entreprend des investigations.

L'acquisition des F/A-18 se poursuit par les voies ordinaires suivies dans le domaine de l'achat d'armement et avec le concours des responsables de tous les échelons en matière de décision. Nous tenons à signaler également que le colonel Nyffenegger n'a été impliqué à aucun moment dans le projet d'acquisition du nouvel avion de combat.

96.1008

**Einfache Anfrage Blocher
Eidgenössisches Institut für Geistiges Eigentum.
Drastische Gebührenerhöhung
von bis zu 600 Prozent**

**Question ordinaire Blocher
Institut fédéral de la propriété intellectuelle.
Augmentation des taxes
pouvant aller jusqu'à 600 pour cent**

Wortlaut der Einfachen Anfrage vom 12. März 1996

Nachdem auf den 1. Januar 1996 das bisherige Bundesamt für Geistiges Eigentum (Bage) zur «Vereinfachung der Strukturen und einer Führung nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen» in das Eidgenössische Institut für Geistiges Eigentum (IGE) umgewandelt worden ist, haben sich die Gebühren in diesem Amt drastisch erhöht. Damit stelle ich dem Bundesrat folgende Fragen:

1. Warum hat sich mit dieser Neuorganisation statt einer Gebührensenkung genau das Gegenteil, nämlich eine drastische Gebührenerhöhung von bis zu 600 Prozent ergeben?
2. Wie erklärt sich der Bundesrat überhaupt die Notwendigkeit einer Gebührenerhöhung, nachdem das Bage vor der Ausgliederung gemäss Bundesbudget 1995 Gesamtausgaben von 20 Millionen Franken auswies, denen jedoch 35 Millionen Franken Einnahmen gegenüberstanden?
3. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass dieser Grundgebührenansatz (neu eine «Hinterlegungsgebühr» 200 Franken statt wie bisher 100 Franken und neu eine «Prüfungsgebühr» von 500 Franken, was neu einer Grundgebühr von 700 Franken statt wie bisher von 100 Franken entspricht) im völligen Widerspruch zum Bestreben der Neuorganisation steht?
4. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass der neu zu entrichtende Betrag von 500 Franken für eine Formalprüfung für den Patentinhaber keinen entsprechenden Wert darstellt?
5. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass angesichts der relativ geringen Zahl formal geprüfter Patente hier ein grosses Rationalisierungspotential vorhanden ist?
6. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass diese Gebührenstruktur, welche Ermässigungen für mehrjährige Vorauszahlungen enthält, die Innovationstätigkeit eines Landes beeinträchtigt und dazu einlädt, Sperrpatente aufrecht zu erhalten?
7. Wie erklärt sich der Bundesrat, dass andere Länder zur Erstellung der Innovationstätigkeit ganz andere Gebührenstrukturen haben (z. B. in Deutschland: drittes Patentjahr 100 DM; zehntes Patentjahr 600 DM)?

8. Ist der Bundesrat bereit, dafür zu sorgen, dass auch nach der Ausgliederung das IGE entsprechende Gebührensensenkungen vornimmt?

Antwort des Bundesrates vom 22. Mai 1996

Ziel der Umwandlung des Bundesamtes für Geistiges Eigentum (Bage) in das Eidgenössische Institut für Geistiges Eigentum (IGE) war nicht eine Gebührensenkung, sondern die Ausrichtung auf wesentliche Grundsätze der wirkungsorientierten Verwaltungsführung (New Public Management). Im Vordergrund steht dabei u. a. die vom Gesetzgeber gewollte Herstellung von Kostentransparenz und damit die Durchsetzung der vollen Kostendeckung durch die entsprechend anzuhaltenden Gebühren. Dies bewirkt eine Entlastung des Steuerzahlers von jenen Kosten, die bisher nicht zuweisbar waren und jetzt als Folge der Loslösung vom Bundeshaushalt zwangsläufig sichtbar gemacht werden.

Ein weiteres Ziel der Verselbständigung war es, ohne Belastung des Steuerzahlers die Transparenz- und Informationsfunktion des immaterialgüterrechtlichen Schutzrechtssystems zu stärken, also unter anderem die Aufbereitung der in den Patentdokumenten enthaltenen technischen und juristischen Information und den Zugriff darauf zu verbessern. Diese Erweiterung des Leistungsauftrages erfordert bedeutende Investitionen im Informatikbereich.

Die Umwandlung war eine Voraussetzung für die Führung des Instituts nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen. Längerfristig wird dies eine vermehrte Ausrichtung auf den Markt bewirken, indem Dienstleistungen, für die zu den vollen Kosten keine Nachfrage besteht, abgebaut statt mit Hilfe versteckter Quersubventionen weitergeführt werden. Dies ist dank der Einbettung der schweizerischen in die internationalen Schutzrechtssysteme zum Teil auch im hoheitlichen Bereich möglich.

Die Autonomie in der Betriebsführung erlaubt es dem Institut auch, rasch auf die bestehende Nachfrage zu reagieren. So muss es den durch die Einführung der Dienstleistungsmarke und des Widerspruchsverfahrens verursachten Pendenzberg bis Mitte 1997 von 19 000 auf 6000 reduzieren und damit die Durchlaufzeit für ein Marken hinterlegungsgesuch von unzumutbaren 18 auf attraktive 6 Monate zurückbringen; die Statistiken der ersten Monate zeigen, dass die Vorgaben bis heute gut erreicht worden sind.

1. Generell ist die mit der Umstellung erfolgte Anhebung der Gebühren als einmaliger Effekt zu verstehen, der unter Berücksichtigung der Erweiterung des gesetzlichen Leistungsauftrages den gegenwärtigen Aufwand reflektiert. Der Anstieg erreicht allerdings nirgends die in der Anfrage genannten 600 Prozent (vgl. dazu unten zu Punkt 3), während umgekehrt einzelne Ansätze bis auf rund 40 Prozent des bisherigen Wertes gesenkt wurden.

Solche Vergleiche einzelner Gebühren sind aber jedenfalls im anvisierten Patentbereich ohnehin wenig aussagekräftig, weil hier die ganze Gebührenstruktur geändert wurde. In der Tat bleibt die Gesamtbelastung über die volle mögliche Lebensdauer eines Patents praktisch unverändert. Die Patentjahresgebühren für das dritte bis zwanzigste Jahr (in den beiden ersten Jahren fallen einzig Verfahrensgebühren an) betragen neu durchwegs 530 Franken, während sie früher von 100 Franken auf 1400 Franken anstiegen. Die neue Struktur belastet also die Anfangsphase stärker und generiert deshalb mehr Einnahmen, weil nur wenige Patente während zwanzig Jahren aufrechterhalten werden.

Insgesamt stärker als bei den Patenten war der Anstieg im Markenbereich, wo in den vergangenen Jahren die Unterdeckung (dazu unten zu Punkt 2) besonders gross war; die Hinterlegungsgebühr als wichtigster Faktor kostet neu 800 Franken statt wie bisher 420 Franken.

2. Bundesbudget und Staatsrechnung sind keine Instrumente zur Darstellung der betriebswirtschaftlichen Situation einer einzelnen Verwaltungseinheit des Bundes. Schwere wichtige Kostenfaktoren (z. B. Sozialleistungen, Informatik, Gebäudemiete, Drucksachen, Mobiliar, Frankatur, Telecom usw.) bleiben unberücksichtigt bzw. erscheinen an anderer Stelle. Die alte Vollkostenrechnung des Bage, die in den ver-

Dringliche Einfache Anfrage Ziegler Kauf des F/A-18. Korruptionsverdacht

Question ordinaire urgente Ziegler Achat du F/A-18. Soupçon de corruption

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1996
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	Z
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	96.1005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.06.1996 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1285-1286
Page	
Pagina	
Ref. No	20 040 522

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.